

ARCHIPEL

Journal du Forum Civique Européen



Dabkeh, huile sur Canevas, Ahmad Canaan, 2011

AZB 4001 Baie
Forum Civique Européen, 4001 Baie
Post CH AG

PALESTINE

Graines et souveraineté

Fin juillet, l'unique banque palestinienne de semences en Cisjordanie, l'un des fondements discrets de la résistance palestinienne, a été attaquée et détruite par les forces armées israéliennes – une nouvelle attaque contre un projet vital, contre une infrastructure de souveraineté alimentaire en Palestine. Fuad Abu Saif, directeur de l'UAWC – Union des comités de travail agricole, nous donne quelques clés pour comprendre cette attaque.

Sur les vastes collines des montagnes d'Hébron, un projet discret mais essentiel se développe depuis plus d'une décennie. La Banque de semences patrimoniales palestinienne, créée en 2010, est une initiative unique qui allie engagement scientifique, préservation culturelle et résilience populaire. Sa mission était simple mais extrêmement importante: collecter, préserver et multiplier les variétés de semences traditionnelles qui nourrissent depuis longtemps les communautés palestiniennes et ont façonné l'identité agricole du pays.

Le 31 juillet 2025, cette continuité a été violemment interrompue. Une unité clé de la banque de semences, son centre de multiplication des semences, a été démoli par les forces militaires israéliennes opérant dans la zone «C»¹ de la Cisjordanie occupée. L'attaque a entraîné la destruction d'infrastructures essentielles, notamment des systèmes d'irrigation, des équipements de contrôle et des registres techniques. Les parcelles culti-

vées, qui abritaient quinze variétés locales estivales, se sont retrouvées sans eau ni systèmes de surveillance, et la production de semences de la saison a été compromise.

L'importance de cet événement réside dans la structure qu'il visait. L'unité de multiplication était une pierre angulaire fonctionnelle des opérations de la banque, chargée de produire les semences qui constituent la base d'un système alimentaire autonome et adapté au climat en Palestine.

Une vision ancrée dans le terroir

La banque de semences a été conçue pour répondre aux vulnérabilités structurelles de l'agriculture palestinienne: dépendance croissante vis-à-vis des semences importées, augmentation des coûts pour les agriculteur/trices et disparition des variétés traditionnelles inadaptées aux modèles industriels. Au fil des ans, son équipe a rassemblé et répertorié plus de 80 types de semences locales,

légumes, céréales, légumineuses et plantes médicinales, les conservant à la fois physiquement et numériquement, et dans certains cas, les sécurisant à l'échelle internationale grâce à des dépôts dans la réserve mondiale de semences de Svalbard.

Le travail s'est étendu bien au-delà de la conservation. La banque a fonctionné comme une institution agroécologique, offrant des formations aux agriculteur/trices, collectant des données sur le terrain et renforçant les capacités des communautés en matière de sélection et de conservation des semences. Ses résultats ont permis à plus de 500 agriculteur/trices de cultiver chaque année des plantes adaptées aux conditions locales, résistantes à la pénurie d'eau et au stress climatique.

En 2025, l'unité de multiplication a revêtu une importance particulière. Après deux années consécutives de sécheresse sévère, au cours desquelles les précipitations ont atteint moins de la moitié de la moyenne annuelle, les régions agricoles pluviales du pays ont connu une forte baisse de productivité. Dans ces conditions, la disponibilité de semences adaptées aux conditions locales est devenue plus qu'une préférence, elle est devenue une nécessité.

Une attaque aux implications structurelles

La démolition ciblée de l'unité de multiplication n'est pas un incident isolé. Ces dernières années, les infrastructures agricoles palestiniennes ont été confrontées à des menaces récurrentes, allant de la violence des colons à la

destruction de serres et de réseaux d'approvisionnement en eau. À Gaza, plus de 85 % des terres agricoles ont été rendues inutilisables lors des offensives militaires de 2023 et 2024. Dans toute la Cisjordanie, les restrictions d'accès à la terre et à l'eau sont systémiques.

Ce dernier événement aggrave la fragilité préexistante du secteur agricole. Les dommages causés à l'unité de multiplication risquent d'entraîner une pénurie importante de semences pour la saison à venir, en particulier pour les agriculteur/trices des zones arides qui dépendent d'une sélection précise des semences. Cela perturbe également l'intégrité du suivi technique et de la documentation sur les semences, éléments essentiels à toute stratégie d'adaptation écologique à long terme.

La perte s'étend aux dimensions culturelles et historiques. Plusieurs des variétés de semences touchées sont propres à la Palestine, liées à des géographies et à des systèmes de connaissances spécifiques. Leur culture s'inscrit dans une pratique plus large qui soutient les traditions culinaires, l'équilibre écologique et l'identité locale. L'unité de multiplication jouait un rôle central pour garantir que ces variétés ne restent pas des artefacts, mais continuent à évoluer entre les mains des agriculteur/trices.

Souveraineté et architecture agricole

Au fond, la banque de semences représente une infrastructure de souveraineté. Elle rétablit un aspect fondamental de l'autonomie: la capacité d'un peuple à choisir, cultiver et maintenir ses propres systèmes alimentaires, en se basant sur une logique écologique et des valeurs culturelles. Cette forme de souveraineté est matérielle et relationnelle, elle réside dans les semences, dans les connaissances, dans les routines de culture et d'échange.

Dans des contextes d'occupation prolongée et de dépendance extérieure, ces infrastructures acquièrent une signification politique accrue. La banque de semences offre une alternative aux systèmes agricoles façonnés par les marchés extérieurs, les monopoles semenciers et la vulnérabilité aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement. Il s'agit d'un modèle de développement endogène, ancré dans le territoire, adapté au climat et responsable vis-à-vis des besoins de la communauté.

La destruction de l'une de ses unités centrales peut donc être interprétée comme une intervention structurelle visant à saper un modèle auto-organisé de production alimentaire. Elle compromet à la fois les résultats matériels et le système plus large de relations et de pratiques qui ont mis des années à s'établir.

Une responsabilité partagée

Les implications de cet événement dépassent les frontières de la Palestine. À l'échelle mondiale, la perte de la biodiversité agricole et de la souveraineté semencière est une préoccupation commune. Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et

l'agriculture (FAO), le monde a perdu plus de 75 % de sa diversité végétale au cours du siècle dernier. Des initiatives telles que la Banque de semences palestinienne font partie des rares initiatives qui inversent activement cette tendance en récupérant les variétés perdues et en les intégrant dans les systèmes agricoles actuels.

Le rôle de la banque de semences en tant que ressource scientifique, institution communautaire et projet politique reste intact. Les dégâts qu'elle a subis sont importants, mais pas irréversibles. Sa pérennité dépend non seulement de la résilience de son équipe et des agriculteur/trices qu'elle sert, mais aussi de la solidarité de celles et ceux qui comprennent les implications mondiales de la souveraineté semencière.

Nous invitons nos partenaires, les mouvements et les individus à travers l'Europe à

prendre des mesures significatives. Cela inclut de nous aider à reconstruire l'unité endommagée par des contributions financières, de soutenir les campagnes de régénération des semences, d'organiser des événements de sensibilisation et des initiatives éducatives, ou même de se rendre en Palestine pour témoigner et s'engager directement auprès des communautés agricoles. La défense de l'autonomie agricole nécessite une responsabilité partagée.

Dans chaque acte de solidarité, aussi petit soit-il, se trouve une graine de justice!

Fuad Abu Saif
UAWC – Union des comités
de travail agricole

1. Division administrative de la Cisjordanie, sous compétence pleine et entière de l'État d'Israël, qui représente 60 % des territoires de l'ancienne Cisjordanie et qui concerne toutes les colonies israéliennes implantées en Cisjordanie et à Jérusalem-Est.

PALESTINE/ISRAËL

En finir avec le génocide en cours

Le 22 juillet 2025, des milliers d'Israéliens ont défilé à Tel Aviv pour réclamer la fin de la famine à Gaza, un cessez-le-feu immédiat et la libération des otages. Cette «marche pour la farine» était organisée par l'organisation israélienne *Standing Together*.

Plus de 2,1 millions de personnes à Gaza, dont 900.000 enfants, sont aujourd'hui menacées de famine en raison du blocus imposé par Israël qui, selon l'ONU et de grandes ONG, limite considérablement l'aide humanitaire. Près de 500.000 personnes à Gaza souffrent déjà d'une famine extrême et sont menacées de mort. Les appels à la solidarité et à la prise de mesures pour mettre fin à cette catastrophe d'origine humaine se font de plus en plus pressants.

Depuis plusieurs semaines, des Palestiniens de Gaza qui tentent d'obtenir de l'aide alimentaire sont tués lors de distributions alimentaires. Selon les Nations unies, depuis fin mai 2025, plus de 1050 Palestiniens ont été tués par des tirs de snipers israéliens alors qu'ils tentaient de se rendre aux points de distribution de l'aide alimentaire dans l'enclave. La plupart de ces décès, dont beaucoup d'enfants, se sont produits à proximité des nouveaux centres d'aide contrôlés par Israël et ses alliés ou sur les routes menant aux convois humanitaires. Les témoignages sont unanimes: les tirs visent massivement les civils affamés qui viennent chercher de quoi survivre.

L'appel de *Standing Together*

À l'occasion de la marche, *Standing Together* a rédigé le texte suivant:

Chers ami·es, citoyen·nes israélien·nes, nous pouvons faire mieux, nous pouvons être meilleur·es. Nous ne devons pas seulement, nous pouvons rejeter l'inhumanité qui nous est imposée. Il est temps de prendre conscience d'un profond changement social, d'un tournant historique dans notre société. Nous ne sommes pas notre gouvernement!

Nous pouvons insister sur le droit à la vie, sur le droit des personnes qui vivent à nos côtés de ne pas mourir de nos mains, de ne pas être écrasées sous nos bottes, de ne pas être massacrées par nos soldats. Nous avons le pouvoir de décider de ne pas coopérer. (...) Ce qui se passe à Gaza, ce que nous faisons à Gaza (et dans une moindre mesure en Cisjordanie) n'est pas une question d'autodéfense, cela ne nous ramènera pas les otages et surtout, c'est inhumain.

Même après le 7 octobre, rien ne justifiait la vengeance. Les appels scandaleux des dirigeants à «raser Gaza» n'auraient pas dû avoir lieu, pas plus que les meurtres et les provocations de famines sans précédent au 21^e siècle. Il faut garder à l'esprit que ce que nous faisons sur place à Gaza est la conséquence des déclarations de notre gouvernement, c'est-à-dire de la politique officielle. Pendant trop longtemps, nous avons cru dans notre société que d'un côté, les politiciens ne faisaient que parler, et que de l'autre, l'armée

menait sa propre barque. Mais non! L'armée mène une politique d'extermination dictée par le haut.

Nos soldats, nos enfants, les jeunes de 18 ans, les réservistes, sont envoyés par le gouvernement pour détruire tout un pays, pour exterminer des populations. Il s'agit d'une politique explicite, clairement formulée, et il suffit d'écouter ce que dit notre gouvernement pour ne plus pouvoir le nier. Si nous ne nous réveillons pas maintenant, nous ne pourrions plus nous regarder dans le miroir. Nous sommes devenues une nation qui est sortie de la poussière et qui est maintenant en train d'enterrer une autre nation sous la poussière.

Si ce fait ne conduit pas à un mouvement de masse contre la campagne d'extermination et contre ce gouvernement, nous n'aurons plus de société. Non seulement en acceptant l'effacement de Gaza, mais aussi en raison des attaques du gouvernement contre la démocratie, les libertés, la liberté de pensée, l'économie et les minorités et communautés en Israël, il ne restera effectivement plus de société. Nous ne serons plus que des fossiles

de nous-mêmes. Les gens peuvent justifier l'immoralité envers les autres en construisant un récit dans lequel ils se présentent comme des victimes. Si nous ne nous réveillons pas maintenant, les forces de la mort dans notre société dévoreront toutes les parties qu'elles n'ont pas encore dévorées. Nous n'avons plus beaucoup de chances, et il sera peut-être bientôt trop tard. Résister à la destruction n'est pas seulement dans l'intérêt évident des Palestiniens. Résister à la destruction ne signifie pas seulement être solidaire d'une nation (les Palestiniens) qui traverse l'un des moments les plus difficiles de ce siècle. S'opposer et refuser est également dans l'intérêt évident de notre peuple. C'est aussi la seule façon de nous sauver nous-mêmes.

Alors, levez-vous! Faites entendre votre voix! Participez aux manifestations. Criez, perturbez le quotidien! Ne laissez pas cette horreur continuer. Ça suffit. Cela dépend uniquement de vous et de nous.

1. Repris de la page Facebook d'Alon-Lee Green, codirecteur national de *Standing Together*.

Outre des étudiant·es et des activistes, les descendant·es des victimes étaient également présent·es, plusieurs ayant déclaré avoir été traumatisé·es par les événements. L'un d'entre eux est Bernard Sadovnik, maire du village voisin de Globasnitz et président du conseil consultatif des groupes ethniques: «Une intervention policière aussi massive, 80 ans exactement après le massacre, rouvre des blessures chez moi en tant que descendant. Je suis sans voix et profondément touché par les entretiens avec les jeunes sur place. J'exige un traitement politique immédiat et sans faille de cet incident scandaleux».

La direction du musée le même jour dans un communiqué de presse: «Dans un lieu où, peu avant la fin de la Seconde Guerre mondiale, des membres du 13^e régiment SS et de police ont brutalement assassiné onze membres des familles Sadovnik et Kogoj, dont sept enfants, une action aussi disproportionnée et agressive doit être considérée comme un manque de pitié et de respect. Le travail d'éducation et de mémoire pour les visiteur/trices présent·es a ainsi été gravement perturbé». Markus Gönitzer, président de *Društvo/association Peršman*: «Une telle démarche de la part des autorités et du pouvoir exécutif témoigne d'une grande ignorance et d'un manque de sensibilité vis-à-vis du contexte historique sensible dans lequel travaille le musée Peršmanhof. En cette année du souvenir 2025, une telle démarche sur un ancien lieu de crime nazi est une expérience douloureuse, non seulement pour le musée Peršman, mais aussi pour tous les lieux et initiatives de mémoire de notre pays. Que révèlent ces événements sur l'estime portée à la communauté slovène de Carinthie et à son histoire?»

Le seul musée de ce type

L'ancienne ferme de montagne Peršman, située dans la commune de Bad Eisenkappel, se trouve à 1.000 mètres d'altitude, à 12 km du village, entourée de pâturages et de forêts. Pendant la période nazie, les habitant·es de la ferme, des Autrichien·nes slovènes soutenaient la lutte de libération antifasciste en fournissant de la nourriture, des vêtements et un abri, jusqu'à ce que les SS commettent un massacre et brûlent la ferme, fin avril 1945.

AUTRICHE/ANTIFASCISME

Agression policière au musée de Peršmanhof

Fin juillet, les forces d'intervention ont pris d'assaut le mémorial de Peršmanhof dans le sud de la Carinthie et le camp antifasciste qui s'y tenait. Le musée est l'un des sites commémoratifs les plus importants du pays dédié à la résistance et aux victimes civiles du régime nazi. Le camp était axé sur l'éducation antifasciste et la commémoration du 80^e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale. Les autorités ont justifié l'intervention de la police par un camping sauvage et des infractions à la loi sur la protection de la nature.

Le dimanche 27 juillet, une douzaine de policiers, dont certain·es lourdement armé·es, sous la direction d'un fonctionnaire de la sûreté de l'État, accompagnés de l'Office fédéral des étranger·es et de l'asile, ainsi que de la préfecture du district de Völkermarkt, d'un hélicoptère de police, de drones et d'une équipe cynophile, ont fouillé le camp d'éducation antifasciste au musée de Peršmanhof et relevé l'identité des participant·es. L'opération a duré quatre heures et trois personnes ont été temporairement arrêtées. La coorganisatrice du camp, Mira Gabriel, se remémore le dimanche où la police a fait irruption au musée: «Un policier se tenait devant nous, il criait, une main sur son arme et tremblait de l'autre parce qu'il était nerveux. Ce n'est vraiment pas une bonne combinaison».

Environ 60 personnes participaient à ce camp, organisé par le Club des étudiant·es slovènes de Vienne (KSSŠD) – avec l'accord

explicite de la direction du musée, qui avait autorisé le camping sur le site.



Les «extrémistes» antifascistes commémorent les victimes du fascisme

Les meurtriers n'ont jamais été punis, le groupe linguistique slovène en Carinthie a continué à être discriminé après 1945 et la résistance antifasciste a été proscrite, bien que l'Autriche ait retrouvé sa souveraineté en 1955 grâce au traité d'État (la Constitution), notamment en raison de sa propre contribution à la libération du fascisme.

Les troupes alliées se sont retirées. Pendant des décennies, il ne resta du Peršman que des ruines, jusqu'à ce qu'au début des années 1980, des volontaires yougoslaves et autrichiens reconstruisent la maison et y créent un mémorial et un musée, le seul de ce type en Carinthie.

Le siège du Forum Civique Européen-Autriche se trouve à quelques kilomètres de Peršman, à Stopar, la ferme de montagne de la coopérative européenne Longo maï. Le jour de la raffe, plusieurs participant·es au camp Antifa assistaient à un atelier d'herboristerie à Stopar.

Depuis l'ouverture du musée en 1982, nous avons fait visiter le musée Peršman à toutes nos invité·es. Immédiatement après l'intervention de la police, nous avons informé nos amis en Autriche et à l'étranger. De nombreuses lettres de protestation sont ensuite parvenues au ministère de l'Intérieur, au chancelier fédéral et au gouverneur du Land (chef du gouvernement régional).

De nombreuses organisations et individus ont critiqué l'intervention de la police, notamment le mémorial du camp de concentration de Mauthausen, le DÖW (Archives de documentation de la résistance autrichienne), la communauté autrichienne du camp de Ravensbrück, l'église catholique de Carinthie et tous les chefs de parti, à l'exception du FPÖ¹. Quelques jours après l'agression, des manifestations très suivies ont eu lieu à Vienne et à Klagenfurt.

Une intervention comme une autre

Et la police? Le chef d'intervention est en congé maladie, silence, personne n'assume la responsabilité. Deux jours après l'agression, le directeur adjoint de la police de Carinthie, M. Plazer, a déclaré dans l'émission ZIB II, le journal télévisé de fin de soirée de l'ORF², qu'il s'agissait d'une intervention comme les autres. Il a exprimé ses regrets au représentant de la communauté ethnique, Bernard Sadovnik. Il a refusé de présenter des excuses à la direction du musée et aux participant·es du camp. Lorsque le présentateur a demandé pourquoi la protection de la Constitution intervenait en cas d'infraction à la loi sur la protection de la nature, Plazer a répondu que l'antifa, c'était la gauche et qu'il était bien connu qu'il y avait toujours des extrémistes. L'antifascisme est apparemment soupçonné d'extrémisme par la police

de Carinthie. Le droit garanti aux Slovènes de Carinthie de s'exprimer dans leur langue maternelle lors de l'interrogatoire a également été considéré comme une provocation, une escalade, voire une résistance à l'autorité de l'État par certains fonctionnaires de l'exécutif.

La coorganisatrice Mira Gabriel trouve scandaleux que le chef de l'intervention ait justifié la raffe en disant que le camp d'éducation constituait une «*utilisation contraire aux bonnes mœurs*» du mémorial: «*En tant que descendant·es, nous commémorons la résistance. Et pas seulement en nous y rendant brièvement, en pleurant et en repartant. Que des policiers veuillent nous dicter comment nous devons commémorer, c'est un scandale*».

Plusieurs participant·es parlent d'intimidation et soupçonnent une motivation politique derrière l'opération. C'est le cas de l'avocat des Slovènes de Carinthie, Rudi Vouk, qui déclare à l'ORF: «*À mon avis, il s'agissait d'une action planifiée de longue date, dans le but d'intimider les jeunes qui cultivent la mémoire antifasciste*». Vouk suppose qu'il s'agissait avant tout d'obtenir les données personnelles des participant·es et a déposé plainte pour soupçon d'abus de pouvoir.

Lorsqu'il s'agit de l'extrême droite, les autorités chargées de la sécurité agissent avec beaucoup plus de modération. Le week-end où la raffe a eu lieu en Carinthie, le mouvement identitaire d'extrême droite a organisé une manifestation à Vienne. Malgré des slogans haineux tels que «*Les étrangers dehors! L'Allemagne aux Allemands!*» (sic), la police n'a interpellé que des personnes participant à la contre-manifestation.

L'ambassadeur slovène stupéfait

La pression politique vient du pays voisin, la Slovénie. La ministre slovène des Affaires étrangères Tanja Fajon demande des explications. L'ambassadeur slovène à Vienne, Aleksander Geržina, qualifie l'intervention de la police d'«*heure zéro pour la Carinthie*». Il n'arrive toujours pas à croire «*qu'une telle chose soit possible dans une république démocratique. Ici, on a perdu tout sens de la mesure*», a déclaré le diplomate. Il a fait remarquer que l'année précédente, le même événement avait eu lieu au même endroit. «*À l'époque, un seul policier était venu et était reparti cinq minutes plus tard*», a-t-il déclaré. Il a été particulièrement choqué par l'arrestation brutale de Nikolaj Orasche, le secrétaire de l'association des partisans de Carinthie. Orasche a été plaqué au sol et arrêté par un policier alors qu'il insistait pour parler dans sa langue maternelle, le slovène. Il existe un enregistrement vidéo.

L'ambassadeur a demandé au ministère de l'Intérieur et au gouverneur de province de faire rapidement la lumière sur cette affaire. «*Cela ne peut tout de même pas prendre des semaines pour découvrir qui a donné quels ordres à qui. Or, la lutte des partisans de Carinthie a justement joué un rôle très important dans la réhabilitation de l'Autriche*».

Le président fédéral Alexander van der Bellen et le chancelier Christian Stocker (ÖVP³) ont réagi à cette pression en soulignant tous deux que les interventions dans un tel lieu nécessiteraient de la délicatesse – une critique formulée de manière très diplomatique à l'égard de l'intervention policière. Dès le lendemain, les Verts ont adressé une demande au ministre de l'Intérieur comprenant 55 questions. Ils veulent notamment savoir qui a ordonné l'intervention et si le ministère en avait connaissance.

Commission mise en place

Le ministre de l'Intérieur Karner (ÖVP) et le gouverneur Kaiser (SPÖ⁴) s'efforcent de limiter les dégâts et ont mis en place une commission d'enquête. Eva Hartmann, vice-présidente de Peršmanhof, a déclaré à ce sujet: «*Même si diverses spéculations et, pour ainsi dire, des écrans de fumée sont mis en place actuellement, l'origine n'est toujours pas clarifiée deux semaines après l'intervention. Et c'est là, à notre avis, le grave problème dans cette discussion*». La direction de l'association salue la mise en place de la commission.

La commission multiprofessionnelle est composée de représentant·es des deux associations Peršman, de la communauté ethnique slovène de Carinthie, de la directrice du mémorial du camp de concentration de Mauthausen, de fonctionnaires du ministère de l'Intérieur et de personnes issues des domaines scientifique et juridique. Selon le ministère de l'Intérieur, la commission commencera immédiatement ses travaux et livrera ses conclusions d'ici fin septembre.

Pour le président d'une des associations Peršman, M. Gönitzer, «*l'Autriche semble toujours avoir du mal à s'engager en faveur de l'antifascisme lorsqu'il ne s'agit pas seulement d'un symbole. Le fait que l'on discute maintenant pour savoir si le fait d'exiger le slovène comme langue officielle était une provocation montre bien que l'adhésion à l'article 7 du traité d'État (dans lequel sont définis les droits des minorités) n'existe toujours pas, pas plus que l'affirmation que l'antifascisme est un pilier de cette démocratie*».

La bonne nouvelle: le sujet ne cesse de faire parler de lui. Des articles continuent d'apparaître dans la presse et sur les réseaux sociaux.

Nous ne laisserons pas l'antifascisme être criminalisé!

Heike Schiebeck
FCE-Autriche

ABONNEMENT

- ☐ Je souhaite continuer à recevoir Archipel, et m'abonne pour la somme de 40 euros / 60 FrS
- ☐ Je peux diffuser Archipel autour de moi et commandeN°, à régler après la vente
- ☐ Je souhaite que vous envoyiez à l'essai 3 N° d'Archipel aux personnes dont je vous joins l'adresse:

Nom: Adresse:

Pays: Profession/Organisation:

Téléphone: Mail:

Par chèque ou mandat postal

Pour la Suisse: PC 40_8523-5 - St Johanns-Vorstadt 13 - CH-4001 Basel. Libellé: Archipel

Pour les autres pays: FCE, le Pigeonnier - F-04300, Limans

1. Parti de la liberté d'Autriche ou Parti libéral autrichien (en allemand: Freiheitliche Partei Österreichs), parti politique d'extrême droite autrichien fondé en 1955 par d'anciens nazis.
2. Österreichischer Rundfunk, la radio télédiffusion publique autrichienne.
3. Parti populaire autrichien (chrétien-démocrate et libéral-conservateur).
4. Parti social-démocrate d'Autriche (centre gauche).

Seul un miracle peut nous sauver

Un entretien réalisé par Jürgen Kräftner (FCE-Ukraine) avec Taras Bilous, rédacteur du média en ligne ukrainien de gauche *Spilne*, soldat de l'armée ukrainienne depuis mars 2022.

Jürgen Kräftner: *Regrettes-tu d'être devenu soldat? Tu t'es engagé volontairement dès les premiers jours, au printemps 2022.*

Taras Bilous: Non, je ne le regrette pas. Mais il faut dire qu'à l'époque, il y a trois ans et demi, je ne savais presque rien de l'armée. Dès que tu rejoins l'armée, ta liberté est super limitée. Tu n'as pas vraiment le choix de ce que tu veux faire dans l'armée. Mais il y a parfois des occasions rares où tu peux soudainement faire un choix. J'ai regretté certaines de mes décisions par la suite. Si j'avais su à l'époque ce que je sais maintenant, mon parcours dans l'armée aurait certainement été très différent.

Quelle est ta fonction actuelle?

Je suis opérateur de drone, je repère les positions et les mouvements de l'ennemi.

Pour mieux te caractériser, tu es l'un des rares auteurs ukrainiens de gauche connus au niveau international.

Oui, c'est vrai, mais en fait seulement depuis le début de la guerre en 2022, quand j'ai publié plusieurs textes dans des médias étrangers. Avant, je publiais presque exclusivement pour des Ukrainiens et des Ukrainiennes.

Quel est l'impact de la guerre sur les différents mouvements de gauche et émancipateurs en Ukraine?

Beaucoup des personnes les plus actives sont aujourd'hui dans l'armée. Ça limite bien sûr leurs possibilités, et c'est aussi un gros handicap pour leurs organisations. On doit peut-être se rappeler ce qui s'est passé lors de l'occupation russe de la Crimée et du Donbass en 2014. Ça a été une période catastrophique pour les courants de gauche en Ukraine. Tout le monde s'est disputé, les organisations se sont dissoutes, pendant un certain temps, il n'y avait pratiquement plus d'opposition de gauche. On se souvient qu'en 2011 et 2012, plusieurs manifestations rassemblant environ 500 personnes avaient encore lieu le 1^{er} mai à Kyiv, les anarchistes étant séparés des autres. Après 2014, on était complètement marginalisés. Plusieurs fois, on s'est rendu le 1^{er} mai à Kryvyï Rih, où les syndicats sont puissants, pour rejoindre les manifestations locales. Jusqu'en 2022, il s'agissait donc simplement de maintenir en vie les organisations de gauche. Depuis le début de la guerre, c'est un peu différent. Heureusement, l'organisation étudiante *Priama Diya* (Action directe, une organisation étudiante presque légendaire en

Ukraine, qui existe depuis les années 1990 avec quelques interruptions) a connu une renaissance en 2023.

C'est important, car pendant la guerre, il n'y a pas beaucoup de possibilités de faire connaître les revendications sociales au grand public. Mais les étudiant·es peuvent par exemple militer pour de meilleures conditions dans les résidences universitaires et contre la commercialisation de l'enseignement supérieur. Et bien sûr, c'est encourageant qu'il y ait une nouvelle génération d'étudiant·es engagé·es socialement.

Que penses-tu des manifestations contre le musellement des structures anticorruption par Zelensky en juillet dernier? Ces manifestations dans de nombreuses villes ukrainiennes ont surtout rassemblé des jeunes. Est-ce comparable à la situation lors du Maïdan, il y a onze ans? Apparemment, la corruption reste le principal sujet de mécontentement de la jeune population ukrainienne? Comment classer ça dans les catégories «droite-gauche»?

Les jeunes qui ont participé aux manifestations étaient surtout des libéraux. Il y avait

aussi des gauchistes, mais ils étaient minoritaires. Bien sûr, la corruption est un gros problème, mais les libéraux cultivent une sorte de culte pour les autorités anticorruption. Ces structures ont été mises en place sous la pression de l'Union européenne. On peut se demander dans quelle mesure elles réduisent réellement la corruption.

Mais dans l'ensemble, je pense que la prise de contrôle temporaire de la NABU¹ et de la SAP² n'a été que la goutte d'eau qui a fait déborder le vase et que les manifestations étaient l'expression d'un mécontentement longtemps refoulé. Je trouve aussi intéressant que des libéraux et quelques gauchistes aient participé aux manifestations et que l'extrême droite ait été totalement absente. C'est très différent des manifestations précédentes, où les militant·es d'extrême droite essayaient toujours de chasser la gauche de l'espace public par la force. À l'époque, c'était en fait l'extrême droite qui décidait qui pouvait participer aux manifestations et qui ne le pouvait pas. Cette tendance s'était déjà manifestée dans les années qui ont précédé le Maïdan, lorsque la droite ne dominait plus autant la rue. Avant, il y avait de grandes manifestations contre la construction illégale dans des quartiers protégés, qui étaient complètement dominées par la droite. Aujourd'hui, la droite est donc nettement plus faible qu'encore récemment, entre 2014 et 2017.

Puisqu'on parle de l'extrême droite, explique-nous dans quelle mesure elle joue encore un rôle dans l'armée ukrainienne. À l'étranger, on a beaucoup parlé du bataillon Azov, qui avait au départ une idéologie clairement d'extrême droite.

La grande majorité des soldats ukrainiens, hommes et femmes, ne sont pas politisés, ce sont principalement des villageois·es et des gens issus de la classe ouvrière. Ils ne s'intéressent pas aux questions idéologiques. Il existe cependant quelques unités qui ont été fondées par des militants d'extrême droite. Beaucoup de volontaires les ont rejointes, ce qui explique leur discipline et leur motivation au combat plus élevées, ainsi que la corruption moindre. C'est pour ça que par la suite, plein d'autres personnes sans aucun lien avec l'extrême droite se sont portées volontaires chez eux. Mais les chefs sont restés les mêmes. Je me bats dans une unité normale de l'armée, donc je ne sais pas vraiment dans quelle mesure l'idéologie joue encore un rôle là-bas.

C'est un problème actuellement qu'il y ait une rivalité entre différentes unités, qui sont plus ou moins présentes dans les médias et qui reçoivent donc plus ou moins de ressources. Il y a aussi d'autres unités composées prin-



Nikita Titov, *Though*, Digital art, 2022

cipelement de volontaires et qui n'ont aucun fond idéologique.

La différence, c'est peut-être que les soldats motivés par l'idéologie sont plus prêts à prendre des risques et que leurs unités sont donc plus efficaces au combat, surtout dans les groupes d'assaut. Pour l'instant, je ne vois pas de problème avec l'idéologie de ces gens, ils font tous partie de l'armée et sont sous les ordres de l'état-major. C'est dur de savoir ce qui se passera après la guerre; la plupart des gens retourneront probablement à la vie civile.

Certains chefs ne cachent pas leurs ambitions politiques. Mais certains d'entre eux ont déjà tenté une carrière politique en 2014 et leur influence est restée très marginale à l'époque. Je ne ferais aucune prédiction sur ce qu'il en sera après la guerre.

Pour être plus précis, aujourd'hui, la 3e brigade d'assaut est toujours très politisée. Le bataillon Azov, dont on a beaucoup parlé, a été dépolitisé bien avant 2022. Maintenant, ils sont rivaux et la 3e brigade d'assaut, dirigée par Andriy Biletsky, un politicien d'extrême droite, accuse Azov de s'être éloigné des principes de droite.

Je serais curieux de savoir ce que tu penses de l'action du gouvernement ukrainien. Zelensky a remanié son gouvernement en juillet, et la nouvelle cheffe du gouvernement est Ioulia Svyrydenko, 40 ans. Certain-es disent qu'elle va encore durcir la politique néolibérale et antisociale du gouvernement précédent.

Je ne pense pas qu'un remaniement gouvernemental en Ukraine ait aujourd'hui une grande influence sur la politique réelle. En effet, dès ses premiers jours au pouvoir, Svyrydenko a présenté des projets de loi visant à affaiblir les syndicats et certains filets de protection sociale pour les travailleur·euses. Mais il faut savoir que pratiquement tous les nouveaux gouvernements depuis l'indépendance de l'Ukraine se sont cassé les dents sur ces questions. En 2022, sous la pression de l'agression russe, le gouvernement a réussi à supprimer certains droits sociaux. Pour l'instant, je ne m'attends pas à de grands changements. Dans l'ensemble, le code du travail n'a guère évolué chez nous depuis les années 1990, contrairement à l'environnement qui a beaucoup changé. Comme on doit partir du principe que le Parlement ne parviendra pas à apporter des changements raisonnables, il vaut mieux que tout reste comme avant.

Dans l'ensemble, je considère la restructuration du gouvernement comme une simple mesure de relations publiques. Les décisions importantes sont prises par l'équipe du président et non par le gouvernement. Svyrydenko a tout de même réussi à placer certaines de ses personnes de confiance à des postes clés, ce qui lui donne un avantage sur le gouvernement précédent de Denys Chmyhal. Mais dans le passé, la nouvelle première ministre s'est surtout distinguée par sa capacité à mettre en œuvre efficacement les directives de ses supérieurs.

Le problème, c'est que le cercle restreint de Zelensky est composé d'hommes d'affaires prospères, et qu'ils veulent réformer l'État dans cet esprit. Il faut parfois reconnaître que les anciens fonctionnaires dont Zelensky veut

se débarrasser savent mieux que la nouvelle génération comment faire fonctionner l'État.

Le marché du travail en Ukraine est complètement asséché à cause de la guerre et de la migration, et presque tous·tes celles et ceux qui cherchent du boulot ont le choix entre plusieurs employeur·euses. Rien que ça, ça me semble être un frein assez efficace contre les conditions de travail abusives.

Oui, c'est vrai, bien sûr. J'aimerais ajouter quelque chose sur la guerre, parce que je trouve que nous l'avons un peu négligé. Notre armée est complètement épuisée. On a beaucoup de déserteurs. Je suis très pessimiste en ce moment, car objectivement, seul un miracle peut nous sauver. La Russie nous a entraînés dans une guerre d'usure et elle a beaucoup plus de ressources que nous. Son économie peut supporter cette guerre pendant encore quelques années. Mais nous, on ne tiendra pas plus de deux années supplémentaires.

Ça voudrait dire que l'Ukraine cesserait d'exister en tant qu'État?

Oui, en tout cas sous sa forme actuelle. Et toutes ces soi-disant initiatives de paix ne

mènent à rien. Aujourd'hui, une majorité de la population ukrainienne serait prête à accepter un gel du conflit. Mais Poutine veut détruire notre État, ça n'a pas changé. L'Occident veut mettre fin à la guerre le plus vite possible. Mais Poutine n'acceptera un compromis que s'il conduit à une déstabilisation supplémentaire de l'Ukraine. Et Trump, au lieu de faire pression sur Poutine, a arrêté les livraisons d'armes à l'Ukraine, nous éloignant encore plus de la paix. Ceci étant dit, quand je regarde nos forces, je pense qu'au plus tard en 2026, on ne pourra plus se battre comme avant, et donc je pense que seul un miracle peut nous sauver.

Mais qui sait, l'exemple de la Syrie l'année dernière nous a montré qu'après une longue période sombre, un changement radical positif peut survenir de manière tout à fait inattendue.

11 août 2025

1. Le Bureau national anticorruption d'Ukraine est une agence chargée de lutter contre la corruption. Cette institution a des pouvoirs d'enquête et de préparation des poursuites, mais ne peut inculper les suspects.

2. Bureau du procureur spécialisé dans la lutte contre la corruption.

UKRAINE/SUISSE

Reconstruction avec la société civile

Le 18 juin, nous avons organisé à Berne une conférence intitulée «Reconstruction en Ukraine - la société civile comme force de résilience». Il s'agissait de sensibiliser l'opinion publique suisse à la reconstruction en Ukraine, tout en insistant pour que le programme d'aide suisse de cinq milliards de francs pour les 11 prochaines années profite également aux initiatives de la société civile. Environ 80 personnes se sont retrouvées au centre ecclésiastique CAP à Berne pour cet événement.

D'une part, des invité·es avaient fait le déplacement depuis l'Ukraine et, d'autre part, des représentantes d'initiatives suisses actives en Ukraine y ont participé. Le mouvement coopératif Longo maï, dont le siège est à Bâle et qui est engagé depuis plus de 30 ans dans la région de Transcarpatie, était présent en tant que coorganisateur.

L'avocate ukrainienne des droits de l'homme Oleksandra Matviychuk, présidente du «Centre for Civil Liberties» (CLL) et lauréate du prix Nobel de la paix en 2022, a malheureusement dû annuler sa participation au dernier moment; elle nous a toutefois envoyé un message vidéo que nous avons diffusé en introduction à la conférence et que nous reproduisons volontiers ici *in extenso*. Nous souhaitons également présenter à nos lecteurs/trices des extraits d'autres interventions.

Nous devons agir maintenant!

Oleksandra Matviychuk: «Je suis avocate spécialisée dans les droits humains et c'est un honneur pour moi de pouvoir m'exprimer devant ce public. Je documente les crimes de guerre dans cette guerre que la Russie mène contre l'Ukraine. Alors que cette guerre réduit les gens à des chiffres, nous leur rendons littéralement leur nom, car les gens ne

sont pas des chiffres et la vie de chacun·e compte. Cette guerre n'a pas seulement une dimension militaire, mais aussi une dimension économique. Poutine tente de briser la résistance de la population et d'occuper le pays en détruisant délibérément des habitations, des usines, des routes, des églises, des écoles, des musées et des hôpitaux. C'est pourquoi nous ne pouvons pas nous permettre de reporter la reconstruction à l'après-guerre. Nous devons agir maintenant. Et je voudrais aujourd'hui faire passer deux messages importants:

Il est nécessaire de mettre en place des projets de développement pour les communautés locales et de soutenir les entreprises locales, car celles-ci ont perdu leurs principaux actifs et installations suite à l'agression russe. Les problèmes environnementaux doivent également être abordés.

Deuxièmement, afin que la reconstruction ne se limite pas à des projets de construction à grande échelle, nous devons impliquer les autorités locales et la société civile dans toutes les phases de ce processus, c'est-à-dire dans la planification, la mise en œuvre et le suivi. Nous devons former un triangle dans lequel les partenaires internationaux collaborent avec les autorités locales et la société civile au sens large, avec les entreprises locales,

les organisations de la société civile, les groupes environnementaux, etc. Ce n'est qu'ensemble que nous réussons.»

Changer les choses ensemble

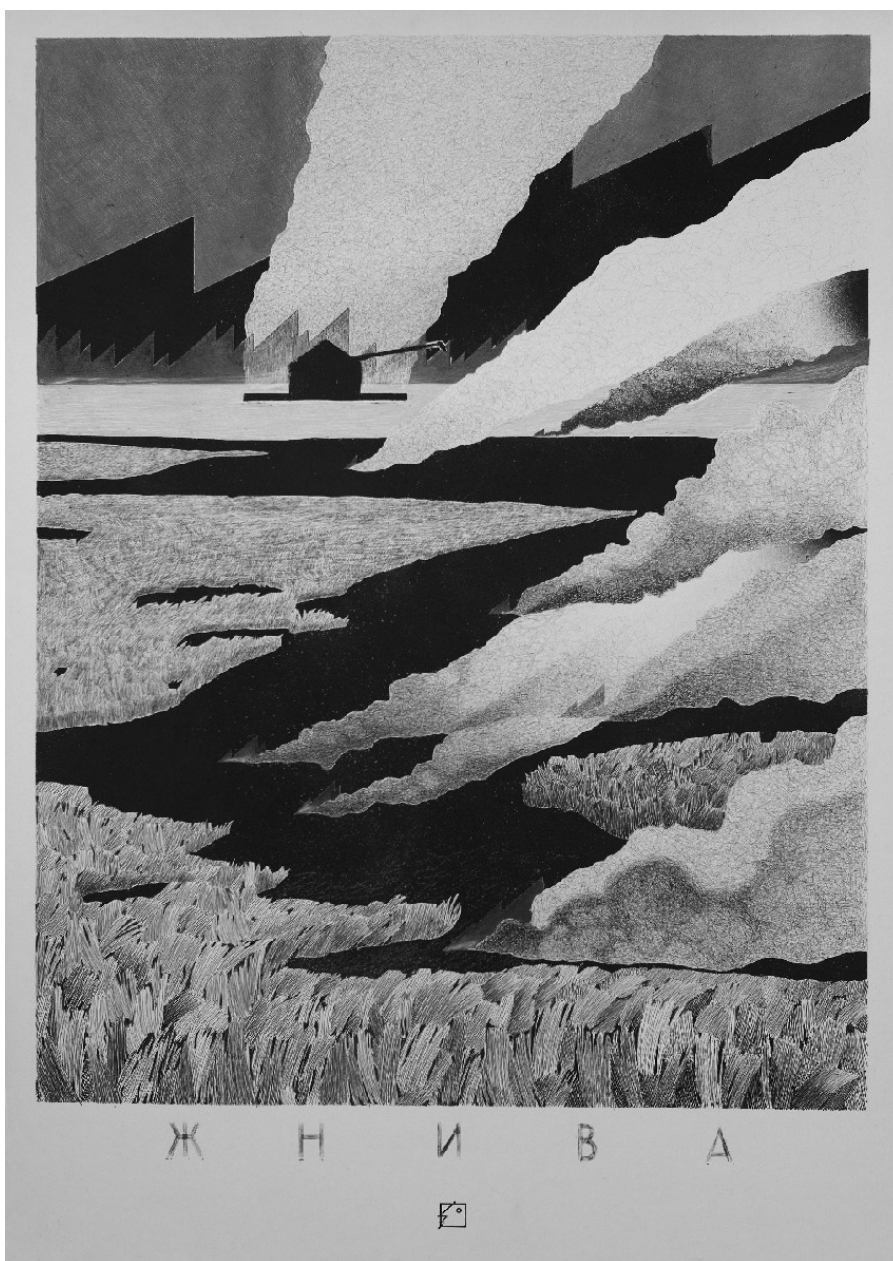
Nataliya Kabatsiy dirige depuis 25 ans l'ONG «Comité d'aide médicale en Transcarpatie» (CAMZ), qui emploie aujourd'hui 17 personnes. Celle-ci travaille dans différents domaines, mais les principaux sujets qui la préoccupaient avant la guerre étaient les droits des personnes handicapées, les droits humains en général et la migration. Elle travaille au niveau local en Transcarpatie, mais aussi au niveau supra-régional dans un vaste réseau. Elle explique au début de son intervention:

«Nous avons toujours refusé les financements de l'État en Ukraine afin de rester indépendantes, car ici la politique veut d'une part exercer une influence et est d'autre part très changeante. Nous ne voulions pas d'étiquette politique, nous étions donc naturellement dépendantes des fonds internationaux.»

Le CAMZ a acquis de l'expérience, aussi bien avec différentes organisations privées étrangères qu'avec des institutions publiques en Allemagne, en France ou avec l'UE: «Nous aimons travailler avec des petites institutions, car nous pouvons ainsi réaliser des projets directement adaptés aux personnes. Avec les grandes institutions, il y a généralement de grandes lignes politiques en arrière-plan et elles agissent de haut en bas et non de bas en haut. En tant que bailleuses de fonds, elles veulent décider de la marche à suivre. Elles pensent savoir mieux que celles et ceux qui sont sur place. Or, celles et ceux qui connaissent le terrain sont les seules à savoir réellement ce qu'il faut. C'est la différence quand on travaille avec différents donateurs/trices.»

Le CAMZ coopère depuis près de 20 ans avec des institutions privées en Suisse, notamment avec le Forum Civique Européen et Longo mai. En outre, Nataliya est cofondatrice du «Réseau Suisse-Transcarpatie/ Ukraine» (NeSTU), qui a contribué à la mise en place de différents projets sociaux et culturels. Avec l'association *Parasolka* en Suisse, le CAMZ a pu lancer il y a 15 ans un projet pilote avec des personnes handicapées en Transcarpatie, qui est devenu un modèle positif pour toute l'Ukraine.

Nataliya aborde ensuite la question du rôle de la société civile: «Quand la guerre est arrivée, nous n'étions pas préparés. Mais nous



Oleksiy Revika, Ukrainian fields - Harvest, 2022

étions en quelque sorte prêtes, parce que nous sommes la société civile ukrainienne qui a toujours voulu vivre autrement. Nous ne voulions pas vivre sous des dictateurs; nous les avons envoyés en Russie. Et nous avons fait la révolution de Maïdan, pas pour rien, mais pour changer notre situation. C'est la société civile qui a accueilli les premiers réfugiés de Crimée, de Louhansk et du Donbass en 2014, après l'annexion de la Crimée. C'est elle qui n'a jamais cessé de pousser l'État à faire des réformes. (...) Les dirigeantes essaient souvent de faire des choses tordues, mais iels écoutent toujours s'il se passe quelque chose en bas. Iels doivent écouter la société civile, car iels savent que la révolte peut reprendre à tout moment¹. Car ensemble, nous pouvons changer les choses. Et cette attitude nous a aidées pendant les deux premiers mois, lorsque la grande guerre a commencé.

Au début, il n'y a pas eu beaucoup d'aide internationale, parce que personne ne pensait que nous pourrions tenir. Il y avait une entraide entre les gens. (...) C'est ce qui nous a permis d'agir. Quand on parle de reconstruction, il faut toujours garder à l'esprit que ce pays est un peu différent et que la société civile a son rôle à jouer dans la reconstruction. On dit qu'on peut reconstruire l'Ukraine après la guerre, mais c'est

aussi ici et maintenant. Après chaque bombardement, je reçois des appels téléphoniques de personnes qui demandent si nous pouvons les accueillir. Car nous avons trois maisons d'accueil d'urgence en Transcarpatie. Le nombre de personnes qui ont fui ne cesse d'augmenter. Chaque jour, de nouvelles villes et de nouveaux villages sont détruits. Il faut des solutions, et nous nous y attelons dès aujourd'hui. (...)

Je vais vous donner un exemple: nous travaillons depuis 20 ans avec un orphelinat qui accueille des enfants souffrant de divers handicaps. Le directeur reçoit immédiatement des appels lorsqu'un orphelinat ferme quelque part en Ukraine et que des enfants doivent partir parce que l'endroit a été touché par une bombe. Ils sont alors évacués vers la Transcarpatie. Nous-mêmes n'avons pas assez de place. Nous les accueillons provisoirement. Mais il faut tout de suite réfléchir à l'endroit où on peut les loger, dans quelle institution, à long terme.

Dans nos maisons d'accueil pour les réfugiés de l'intérieur, il y a beau-

coup de personnes âgées qui ne pourront jamais retourner dans leur village. Il faut donc réfléchir à la manière de les aider pour qu'elles puissent vivre dans la dignité. Quand j'entends que beaucoup de moyens financiers du programme d'aide suisse à l'Ukraine sont destinés à des entreprises suisses², je comprends d'une part, car chaque pays veut soutenir sa propre économie, mais d'autre part, je dois dire que les Ukrainien-nes ont beaucoup d'idées; iels sont très innovantes et il serait par exemple possible de les soutenir avec des microcrédits pour qu'iels puissent reconstruire leur économie et ainsi stabiliser le pays».

Quelle est la perspective?

Francesca Chukwunyere est députée au conseil municipal de Berne et l'ancienne directrice du Centre d'hébergement temporaire de Viererfeld, un quartier de Berne, qui avait été mis en place principalement pour les réfugiés ukrainien-nes. Elle a remarqué que la composition des arrivant-es était différente de celle des groupes de réfugiés précédents: principalement des femmes et des personnes âgées ou très âgées, mais aussi beaucoup d'enfants. Une grande partie des personnes hébergées au Viererfeld étaient des Roms qui venaient de l'ouest de l'Ukraine, donc de Transcarpatie. Lorsque le Parlement suisse

a voulu supprimer le statut S pour les réfugiés de l'ouest de l'Ukraine à l'automne 2024, Francesca Chukwunyere a décidé de se rendre sur place, dans le quartier Rom de Moukatchevo, pour se rendre compte de la situation. C'est ainsi qu'elle a découvert les projets mentionnés ci-dessus, qui sont tous de nature privée.

Du côté de l'État ukrainien, elle a visité la seule maison de retraite qui existe et qui compte 200 places – pour une population de Transcarpatie qui compte désormais environ 1,2 million d'habitants. Un quart des résidents de ce foyer sont des personnes déplacées de l'intérieur:

«Ma préoccupation en tant que directrice du centre pour personnes réfugiées à Berne a toujours été la suivante: que se passe-t-il avec les gens lorsqu'ils doivent ou veulent retourner chez eux? Les personnes âgées en particulier ne veulent guère rester ici. Mais quelle est la perspective si elles repartent? Et que se passe-t-il avec les Roms si leur statut S n'est pas prolongé ou s'ils ne peuvent plus du tout venir ici?» Francesca Chukwunyere a également visité un campement rom à Moukatchevo 3. Environ 15.000 personnes vivaient dans ce véritable «ghetto rom» avant la guerre. Elles sont discriminées et encore plus marginalisées par la guerre.

En conclusion de la conférence, tous les intervenants se sont accordés à dire que la société civile devait jouer un rôle central dans la reconstruction. Il est recommandé à la Suisse officielle de ne pas investir les 5 milliards de francs destinés à l'Ukraine uniquement dans des entreprises suisses et dans des projets de grande envergure⁴, mais de promouvoir avant tout les initiatives de la société civile. Le fait que la région de Transcarpatie ne soit pas du tout prise en compte suscite l'incompréhension. Certes, les dégâts matériels sont minimes ici, mais la région est extrêmement importante en tant que refuge pour des dizaines de milliers de personnes et lieu de résilience, et elle a besoin d'aide. La conférence a en tout cas constitué une étape importante pour une meilleure mise en réseau entre les initiatives présentes et un plaidoyer pour une reconstruction «par le bas».

Michael Rössler
Membre FCE - Suisse

1. Une preuve récente: l'adoption d'une loi qui aurait réduit l'indépendance des autorités anti-corruption a entraîné fin juillet des manifestations dans tout le pays, rassemblant des milliers de personnes, surtout des jeunes, si bien que le président Zelensky a dû faire machine arrière.

2. Sur 1,5 milliard de francs d'aide à la reconstruction d'ici 2028, 500 millions seront versés à des entreprises suisses, actives en Ukraine ou pour l'Ukraine.

3. Voir *Archipel* N° 344: J. Kräffner: «Les Roms en Transcarpatie».

4. Voir *Archipel* N° 347: M. Rössler: «Qui aide qui?».

Interdiction des armes nucléaires

Dans l'édition suisse de cet *Archipel*, vous trouverez un formulaire de liste de signatures concernant l'initiative suisse pour l'interdiction des armes nucléaires. S'il vous plaît, aidez-nous!

Les armes nucléaires sont les armes les plus destructrices au monde. La menace des armes nucléaires est réelle et n'a jamais été aussi grande. Seule une interdiction peut endiguer ce danger. C'est l'objectif du Traité d'Interdiction des Armes Nucléaires (TIAN), le traité de désarmement le plus important de notre époque. Le fait que le Conseil fédéral refuse toujours d'adhérer à ce traité est incompréhensible. En adhérant au TIAN, la Suisse s'engage à respecter sa tradition humanitaire et pose les jalons d'un monde plus sûr et sans armes nucléaires. Soutenez donc l'initiative pour l'interdiction des armes nucléaires, qui demande l'adhésion de la Suisse au TIAN! Nous avons besoin de 100.000 signatures pour forcer le Conseil fédéral à signer le traité d'interdiction des armes nucléaires!

Alliance pour l'interdiction
des armes nucléaires

SUISSE/MIGRATIONS

Acquittement pour action solidaire

Le 8 juillet 2025, le procès de Caroline Meijers, présidente du «Mouvement jurassien de soutien aux sans-papiers»¹, se tenait à Porrentruy dans le canton suisse du Jura. Elle avait mis son adresse à disposition d'un demandeur d'asile syrien débouté afin qu'il puisse recevoir du courrier de l'Office des migrations pour la reprise de sa procédure; lui-même était entré dans la clandestinité.

Cela avait suffi pour qu'un matin, plusieurs policiers se présentent chez Caroline et perquisitionnent son appartement. Bien que la perquisition n'ait révélé aucun signe d'hébergement du Syrien, le parquet a engagé des poursuites pour «*infraction à la loi sur l'entrée et le séjour irréguliers d'un étranger*»². Un délit passible d'un an de prison. Cette tentative des autorités de criminaliser la solidarité avec les sans-papiers et les réfugiés a suscité un large soutien en faveur de l'accusée.

Salle d'audience pleine à craquer

Le jour du procès, la salle d'audience est pleine à craquer: nous sommes environ soixante-dix, venus de toute la Suisse avec des banderoles et des pancartes dénonçant le «déficit de solidarité» et l'inhumanité du régime des frontières. Même un chien est de la partie, qui parvient à arracher un léger sourire au juge et revendique tacitement un droit de séjour dans la salle. La tolérance envers notre troupe bigarrée dans la salle d'audience nous surprend de manière positive, sans toutefois nous détourner du sérieux du procès et de l'inquiétude pour l'accusée. Le minis-

tère public cantonal n'a pas jugé nécessaire d'envoyer un représentant – peut-être le signe qu'il s'est rendu compte que son accusation ne tenait pas vraiment la route.

Caroline prend longuement la parole et fait un plaidoyer en faveur de la solidarité et de la désobéissance civile, qui est parfois le seul moyen de protéger les personnes en détresse. Le public applaudit à tout rompre, sans que le juge ne fasse évacuer la salle. Caroline défend son principe, mais nie avoir hébergé le demandeur d'asile syrien chez elle. Son avocat affirme que même si elle l'avait fait, un hébergement de courte durée, jusqu'à trois semaines par exemple, ne favoriserait pas un séjour illégal. En effet, le Tribunal fédéral avait décidé dans un arrêt que seule une personne qui cacherait pendant plusieurs mois un étranger ou une étrangère «illégal(e)» pouvait être considérée comme constituant cette infraction.

La loi contre la facilitation de l'entrée et du séjour irréguliers d'un·e étranger·e s'applique aussi bien aux passeurs qui profitent de leurs clients qu'aux aidants qui agissent pour des raisons humanitaires et de

solidarité. Jusqu'en 2008, les tribunaux pouvaient encore acquitter des personnes pour des «motifs honorables». Cette clause a ensuite été supprimée – l'un des nombreux durcissements du droit des étrangers.

Visages heureux

Après une suspension d'une demi-heure, tout le monde se retrouve dans la salle d'audience pour savoir si le verdict sera rendu ou si une autre date sera fixée à cet effet. Mais le juge est prêt et annonce donc le verdict: acquittement de tous les chefs d'accusation! L'État doit payer les frais. Dans la salle, les applaudissements explosent. Le suspense est terminé et partout, on peut voir des visages heureux.

Le juge justifie l'acquittement par le fait que même si Caroline avait hébergé le demandeur d'asile débouté pendant trois semaines, cela n'aurait pas suffi pour la condamner. En outre, elle n'a rien entrepris activement pour empêcher un renvoi ou pour le rendre plus difficile; le fait qu'elle ait mis son adresse à la disposition du demandeur d'asile n'y change rien. Comme il n'y a donc pas eu d'infraction, elle ne peut pas non plus être poursuivie pour ses activités associatives en faveur des sans-papiers. Bien que tout le monde se réjouisse de l'acquittement, il reste un arrière-goût amer qu'un tel procès ait pu avoir lieu. Caroline est formelle: «*Toute cette affaire va au-delà de ma petite histoire individuelle. C'est la loi qu'il faut changer. Nous n'abandonnerons pas!*».

Michael Rössler
Membre FCE - Suisse

1. www.mjssp.ch

2. Voir *Archipel* n° 345: Axl van der Beke: «Déficit de solidarité dans le Jura».